

Max Otte : le suicide économique de l'Allemagne sous l'hégémonie américaine

Max Otte est entrepreneur, économiste politique, gestionnaire d'investissements, philanthrope et militant politique. Avec 141 voix, il a été le finaliste de l'élection du président de la République fédérale d'Allemagne le 13 février 2022. Otte évoque le suicide économique de l'Allemagne et l'absence de réflexion stratégique. Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Suivez le professeur Glenn Diesen : Substack : <https://glenndiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glenndiesen> Soutenez les recherches du professeur Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glenndiesen> Buy Me a Coffee : buymeacoffee.com/gdieseng GoFundMe : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du professeur Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bienvenue à nouveau. Nous avons aujourd'hui le grand privilège de recevoir le professeur Max Otte, économiste, analyste financier et auteur à succès. Il est arrivé deuxième à l'élection présidentielle allemande de deux mille vingt-deux et, espérons-le, il arrivera premier la prochaine fois. Merci beaucoup d'être de nouveau avec nous.

#Max Otte

Merci, professeur Diesen. C'est un privilège pour moi aussi.

#Glenn

On voit les informations partout dans le monde. Ces temps-ci, il y a presque toujours des reportages sur l'économie allemande. Je veux dire, c'était, je suppose, le miracle économique européen, la locomotive qui tirait toute l'Union européenne vers l'avant. Et souvent, vous savez, si l'on remonte quinze ou vingt ans en arrière, la principale critique était que l'Allemagne était peut-être trop puissante, qu'elle éclipsait en quelque sorte le reste de l'Europe. Mais aujourd'hui, certains de ces problèmes se sont inversés. L'économie allemande ne se désindustrialise pas seulement. Il semble que le problème soit plus profond.

Le monde change, et l'Allemagne semble avoir du mal à trouver un nouveau modèle économique pour prospérer. Encore une fois, le rôle historique de l'Allemagne en Europe a été d'être cette puissance économique. Et aujourd'hui, en l'absence d'un modèle économique clair, on voit des dirigeants comme le chancelier Merz se laisser séduire par l'idée d'un keynésianisme militaire. Il suffirait de bâtir la plus grande armée d'Europe, et cela deviendrait une source de développement

technologique et économique. Je me demandais donc : comment voyez-vous les défis économiques de l'Allemagne ? Où en est l'Allemagne aujourd'hui ?

#Max Otte

Eh bien, Glenn, vous avez soulevé beaucoup de questions. Tout d'abord, l'idée que l'Allemagne serait trop puissante. Cette inquiétude existait, bien sûr, en Europe. On l'a entendue au cours des dernières décennies, mais aussi après la réunification, au début des années quatre-vingt-dix. Et c'est précisément le sujet de ma thèse de doctorat à l'université de Princeton, récemment publiée chez St. Martin's, à New York. Donc, l'idée que l'Allemagne serait trop puissante, je la trouve très condescendante et dénigrante. Car l'Allemagne, après la Seconde Guerre mondiale, a certainement été un citoyen modèle du monde. Même cette façon de présenter les choses m'est donc insultante. Mais ce cadrage existe, et vous soulevez tellement de questions qu'il faut les examiner une par une. Mais, bien sûr, les défis économiques actuels sont énormes.

Je veux dire, nous fonçons à toute vitesse vers un effondrement total. Je devrais dire que nos industries, celles qui nous ont portés au cours des cent cinquante dernières années, sont toujours les mêmes. Elles sont encore les mêmes qu'à l'époque où l'Allemagne était une véritable grande puissance, dans les années mille huit cent quatre-vingt-dix, mille neuf cents et mille neuf cent dix, lorsque l'Allemagne était en passe de dépasser la Grande-Bretagne par sa seule puissance économique et scientifique. Et bien sûr, c'est pour cela que la diplomatie britannique a créé la Première Guerre mondiale. Évidemment, l'Allemagne, en tant qu'acteur inexpérimenté sur la scène mondiale, s'y est engouffrée. Il y avait beaucoup de chauvinisme, peut-être presque un cri destiné à s'encourager soi-même. Mais l'encerclement était réel. Et l'idée de, disons, détruire l'Allemagne en tant que concurrent était réelle.

Ce que nous avons vu pendant la période nazie et après la Seconde Guerre mondiale, ce n'étaient que des résurgences et des échos de cette immense dynamique qui s'est développée après 1871. Les industries qui nous ont maintenus à flot, c'étaient l'électrotechnique, la mécanique, les machines-outils, la chimie, l'optique, l'automobile — les voitures, bien sûr. Et ce sont les mêmes industries de base qui nous ont maintenus à flot depuis cent cinquante ans. Aujourd'hui, bien sûr, il y a la révolution de l'intelligence artificielle et des puces électroniques. Et toute l'Europe est à la traîne dans ce domaine, l'Allemagne ne fait pas exception. L'Allemagne rejoint donc simplement les rangs des autres perdants européens. Et cela a, bien sûr, des conséquences catastrophiques pour toute l'Europe. C'est un peu comme si l'on avait raté la machine à vapeur et les chemins de fer au début du XIXe siècle, ou la révolution automobile et chimique à la fin du XIXe siècle.

L'Europe ne joue plus aucun rôle. Stratégiquement, elle est invisible. Et le keynésianisme militaire auquel vous faites allusion a sauvé les États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale. Je veux dire, il y a eu de nouveau une grande récession vers mille neuf cent trente-huit, après celle de mille neuf cent vingt-neuf, et cela a sauvé le reste du monde. Et nous nous tournons vers la guerre. Strauss et Howe ont écrit dans leur livre, « Le Quatrième Tournant », que nous connaîtrions un tel tournant

entre deux mille cinq et deux mille vingt-cinq. Ils ont écrit cela en mille neuf cent quatre-vingt-seize. C'est donc presque troublant de voir à quel point leurs prédictions se réalisent. Je veux dire, les États-Unis ne se contentent pas d'envisager le keynésianisme militaire. On est au-delà des paroles. C'est un effort très déterminé dans cette direction. L'Allemagne fait la même chose, et la France et la Grande-Bretagne ne sont pas loin derrière. Donc tout l'Occident se dirige dans cette direction.

#Glenn

Oui, eh bien... C'est un point intéressant. Parce que souvent, quand on examine les défis actuels liés aux transformations du monde, on a tendance à se tourner vers l'évolution de la répartition internationale du pouvoir et à se demander, par exemple, à quoi ressemblera la cohésion occidentale dans un monde multipolaire, où les intérêts deviennent plus divergents. Mais ce que vous avez dit sur la nécessité de rester à jour sur le plan technologique est intéressant. Car, au fond, rater cela, c'est rater la machine à vapeur. Nous avons vu que certaines grandes puissances, les Chinois comme les Russes, ont, dans une certaine mesure, manqué la première révolution industrielle. Et elles l'ont payé très cher.

Les Chinois ont été brisés lors des guerres de l'opium, ce qui a conduit à un siècle d'humiliation. À peu près à la même époque, les Russes ont été vaincus par les Britanniques et les Français pendant la guerre de Crimée. Une défaite très humiliante, qui les a ensuite contraints à engager des réformes très fortes — et disruptives, ajouterais-je. Beaucoup ont été couronnées de succès, oui. Mais malgré tout, les uns comme les autres peuvent connaître les problèmes liés au fait de prendre du retard sur ce point. Mais quelles sont les alternatives pour l'Allemagne, alors ? Encore une fois, est-ce le moment de jeter l'éponge ? Je veux dire, comment l'Allemagne peut-elle inverser tout cela ? Quelles seraient, disons, les politiques alternatives ?

#Max Otte

J'aimerais vous montrer une vidéo dynamique sur les plus grandes économies du monde. Et c'est très intéressant. Ça commence vers mille neuf cent soixante. Alors, je vais partager mon écran. Les États-Unis sont ravagés par la guerre, mais le Japon rattrape rapidement son retard. On est déjà dans les années soixante-dix. Maintenant, l'Allemagne entre en scène. Enfin, peut-être qu'elle n'apparaissait pas dans les statistiques. Pendant longtemps, l'Allemagne et le Japon se sont disputé la deuxième et la troisième place. C'est l'époque du G3, du G5, des accords du Louvre, et de tout ça. On est maintenant dans les années quatre-vingts. Le Japon fonce devant, mais l'Allemagne s'en sort aussi plutôt bien. L'Europe est toujours là, en haut. Donc, il y a l'Europe, le Japon et les États-Unis. Mais on va voir la Chine rattraper très vite son retard dans les années quatre-vingt-dix. C'est vraiment à ce moment-là que la Chine devient une puissance économique.

Nous sommes donc autour de l'an deux mille, et l'Allemagne est solidement troisième, mais la Chine la rattrape très vite. Regardons cela de plus près. Nous sommes maintenant dans les années deux mille, et c'est là que le libre-échange prend vraiment son essor. La Chine devient membre de l'OMC.

Elle est alors incontestablement numéro deux, et le Japon incontestablement numéro trois. Mais l'Allemagne tient encore bon. Cela, c'était il y a dix ans. Et maintenant, c'est vraiment la Chine qui prend le dessus. Je n'ai pas les données les plus récentes. Vous voyez à quel point l'Allemagne a vraiment reculé. J'ai encore un écran à partager, sur les pays exportateurs. L'Allemagne était deuxième, ou première, autour de mille neuf cent quatre-vingt-six, puis de nouveau autour de mille neuf cent quatre-vingt-dix. Elle a été première pendant longtemps, entre deux mille trois et deux mille sept environ. Et depuis deux mille sept est arrivée la crise financière.

Et puis, bien sûr, la Chine décolle vraiment. Elle exporte désormais deux fois plus que l'Allemagne, et bien davantage que les États-Unis. Mais les États-Unis sont clairement au deuxième rang. L'Allemagne est au moins au troisième. Cela montre donc que l'Allemagne est vraiment en train de prendre du retard. Alors, que peut-on faire ? Je veux dire, l'Europe dépend totalement des États-Unis, et les pays européens ne s'en sont pas rendu compte. D'une certaine manière, l'Union européenne est devenue un outil de l'élaboration de la politique américaine, dès le début des années deux mille, quand beaucoup de réformes étaient, en substance, rédigées par les Américains. Bruxelles appelait donc Washington pour demander quoi faire ensuite. L'un des exemples, c'était le changement des règles comptables. Les règles comptables allemandes sont très conservatrices.

Ils favorisent le créancier, parce que ce sont des systèmes financiers fondés sur le crédit. Les marchés de capitaux et les Bourses y jouent un rôle complémentaire depuis 1976, depuis le boom de l'ère des fondateurs, quand les marchés boursiers se sont emballés. Ensuite, nous les avons fortement réglementés et nous nous sommes principalement appuyés sur les marchés du crédit. Des livres avaient déjà été écrits à ce sujet, même autour de 1900. Puis, vers 2000, 2005, l'Union européenne a modifié les règles comptables en Europe sous prétexte d'harmonisation. Nous sommes passés à un système anglo-saxon de règles comptables qui favorisait la comptabilité à la juste valeur. Or, ce n'est pas du tout une juste valeur. Cela crée de l'instabilité, et nous l'avons vu lors de la crise financière de 2007, 2008 et 2009.

Donc, en gros, l'influence des États-Unis est très forte, et les États-Unis ont rédigé des documents, beaucoup de règles. L'Union européenne a essayé de s'en affranchir, par le biais des règles antitrust, par la législation. Mais au final, en gros, ce lobbying fait surtout entrer les règles américaines dans le droit européen. Ensuite, bien sûr, les Français ont une grande influence. Donc tout le système est truqué, et c'est désormais très profondément enraciné dans l'économie, dans la société, dans la politique. Il est donc très difficile de s'en libérer. Et cela nécessiterait un effort concerté des Français, des Allemands et du reste de l'Union européenne, ce qui est encore plus difficile à obtenir que jamais. Donc je ne vois pas de solution rapide. On dirait qu'on continue à descendre la pente.

#Glenn

J'entends souvent des collègues américains dire qu'avec la nouvelle répartition des pouvoirs, l'Europe ne sera désormais, pour la première fois, plus la priorité principale des États-Unis. Autrement dit, ils doivent de nouveau établir des priorités, parce que l'ère hégémonique est terminée. Il est donc plus

logique pour eux de se concentrer sur l'hémisphère occidental, afin de s'assurer qu'il n'y ait pas d'intrusion trop importante d'autres grandes puissances dans leur arrière-cour. C'est, en substance, le retour de la doctrine Monroe, ou de la « doctrine Donroe », comme Trump l'appelle. Et bien sûr, la deuxième priorité serait l'Asie de l'Est, où se trouve le principal rival stratégique des États-Unis. Mais beaucoup demandent alors : quel est l'objectif pour l'Europe ?

Et certains avancent que cela pourrait être une zone économique exclusive pour les États-Unis. C'est-à-dire une zone où ils auraient une position géoéconomique privilégiée. Les Européens n'achèteraient plus d'énergie russe, ils n'achèteraient plus de technologies chinoises. Ils s'engageraient simplement auprès de fournisseurs américains, même si cela réduirait la compétitivité économique de l'Europe. D'autres suggèrent qu'il vaudrait mieux tout simplement la cannibaliser. C'est-à-dire déplacer, pour l'essentiel, les industries vers le territoire national, aux États-Unis. Enfin, pas les y ramener : elles n'y étaient pas au départ. Mais, en substance, ils avancent aussi un argument similaire pour l'Asie de l'Est. Pourquoi Taïwan produit-il des semi-conducteurs là-bas ? Il faut les produire en Amérique.

Pourquoi les industries sud-coréennes sont-elles là-bas ? Au fond, je dirais que les Américains ont été assez généreux dans leur politique commerciale après la Seconde Guerre mondiale. Autrement dit, ils ont contribué à bâtir des États de première ligne prospères. Mais aujourd'hui, il semble que, comme ils n'occupent plus cette position confortable, ces États de première ligne se retrouvent dans une situation très délicate. Donc, ce qu'on entend, des États du Golfe à l'Asie de l'Est, et idéalement aussi en Europe, ce n'est pas : être pour ou contre l'Amérique. C'est plutôt : comment nous positionner au mieux, étant donné que la répartition du pouvoir a changé, et que les intérêts comme les priorités ont changé ? Oui.

#Max Otte

Eh bien, l'Europe est, bien sûr, un territoire de première ligne. J'hésiterais même à les appeler encore des États, parce que la plupart de ces pays sont gouvernés par des marionnettes. Je veux dire, par des fonctionnaires qui n'ont pas à l'esprit les intérêts de leur peuple. Regardez la Finlande. Regardez ce qui se passe en Norvège. Regardez l'Allemagne. Regardez certains autres pays. Il n'y a pas de politique européenne. Ces gens ont été mis en place par des réseaux dirigeants. Ils ont été promus, sélectionnés, choisis pour le rôle. De temps en temps, quelqu'un change, comme au Royaume-Uni en ce moment. Il y a eu beaucoup de changements. Le Royaume-Uni est un cas particulier, mais l'Europe est fondamentalement un territoire vassal. Même la Suisse cède peu à peu. En ce moment, on a quelques signes de politiques indépendantes en Espagne.

Nous en avons quelques-uns en Slovaquie, mais même la Slovaquie est en train de basculer, dans une certaine mesure. Nous devons donc faire face à la réalité : nous sommes un pays totalement dépendant, un État vassal, un territoire vassal. Et les États-Unis débattent de la question de savoir s'ils vont nous renforcer, instaurer une zone de libre-échange, ou déplacer les industries aux États-Unis. Je veux dire, c'est quoi, ça ? C'est un débat que seule une puissance absolument supérieure

peut se permettre d'avoir. Et les États-Unis dictent leur loi en Europe, indirectement, directement, parfois davantage, parfois moins. Ils portent ouvertement atteinte aux intérêts européens sans que personne au pouvoir ne proteste vraiment. Pensez à Nord Stream. Ce serait donc un long chemin. Je crois que ce que nous faisons ici, c'est simplement exposer les faits au grand jour, les faits bruts.

Et les États-Unis s'orientent vers une politique industrielle, vers ce qu'ont inauguré Alexander Hamilton et Friedrich List. Nous avons brièvement parlé de Friedrich List la dernière fois. Bien sûr, ce serait la bonne chose à faire pour l'Europe. Mais cela ne pourrait se faire qu'à l'échelle européenne. Et cela implique que toutes les industries critiques et stratégiques soient implantées en Europe. Mais cela nécessiterait une France un peu moins mesquine à l'égard de la puissance allemande. Et une Allemagne un peu plus consciente de sa propre puissance, qui l'emploierait à des fins positives. Tout cela est encore très loin. En gros, nous faisons ici de l'éducation élémentaire, pour que ces choses puissent peut-être arriver un jour. Mais je ne suis pas très optimiste.

#Glenn

J'ai eu une interview sur cette chaîne avec le colonel Lawrence Wilkerson. Je le rappelle, il a été chef de cabinet du secrétaire d'État américain. Et il me racontait qu'à la Maison-Blanche, ils avaient installé partout de grands tableaux blancs, où figuraient tous les dirigeants européens, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition. L'idée, en substance, était de déterminer lesquels servaient notre cause et devaient être promus, lesquels s'opposaient à l'empire américain et devaient être écartés ou destitués. Ils passaient tout cela en revue de manière très méthodique. Et il soulignait que des gens comme Jens Stoltenberg étaient considérés comme les principaux défenseurs des intérêts américains.

Donc, lui a été propulsé, tandis que d'autres, qui auraient pu défendre les intérêts nationaux, dans la mesure où cela entraînait en conflit avec les intérêts américains, devaient être écartés. Et bien sûr, ils font cela à travers ce partenariat au sein des organisations internationales. Ils utilisent leurs ONG, leurs groupes de réflexion. Ils ont toutes ces organisations américano-européennes, qui peuvent servir à propulser les personnes qu'ils veulent. Et oui, quand les gens parlent de mondialisme, c'est en réalité de cela qu'ils parlent. C'est-à-dire d'instruments permettant à des dirigeants politiques de servir des intérêts étrangers plutôt que les leurs. Mais s'agissant de l'Allemagne, nous avons mentionné l'Allemagne et la France.

Cela a toujours été un élément important. Si ces deux pays peuvent travailler ensemble, on résout une grande partie de l'équation. Mais bien sûr, dans l'histoire allemande, la relation germano-russe a toujours été importante. Leurs économies ont eu tendance à être complémentaires. Les Russes disposent de vastes ressources énergétiques, tandis que les Allemands ont des industries très énergivores. Et, pour cette même raison, les Britanniques se sont historiquement assurés que, pour dominer l'Europe depuis la périphérie, il fallait maintenir les Allemands et les Russes divisés. Comment voyez-vous l'évolution de l'Allemagne ? De quel type de relation a-t-elle besoin avec la Russie ?

Parce que jusqu'à présent, quand j'écoute les responsables politiques allemands, chaque fois qu'ils parlent de commerce énergétique avec la Russie, ou plus généralement d'accès commercial à son marché, ou encore de trouver un accord de sécurité commun pour que ces deux grandes puissances européennes puissent établir une forme de sécurité positive, c'est toujours rejeté comme étant prorusse. Mais l'ironie, c'est qu'il semble que l'Allemagne ait besoin de bonnes relations avec la Russie pour prospérer. Bismarck aurait dit un jour que le secret de la politique, c'est de conclure un bon traité avec la Russie. Aujourd'hui, je pense que cela serait dénoncé comme prorusse. Il faudrait avoir les pires relations possibles. Mais vous, comment voyez-vous les choses ? Que faudrait-il faire entre l'Allemagne et la Russie ?

#Max Otte

Il y a un phénomène étrange : en Europe, plus on va vers l'ouest — du moins jusqu'à l'Angleterre et la France — plus on regarde de haut ses voisins de l'est. Les Français et les Britanniques regardent donc, d'une certaine manière, les Allemands de haut, même s'ils les admiraient aussi. Les Allemands regardent les Polonais de haut, dans une certaine mesure. Je veux dire, c'est le passé historique, et les Polonais font de même avec les Russes. Je ne peux pas l'expliquer. Mais, bien sûr, les liens émotionnels, ou disons la proximité émotionnelle, entre les Russes et les Allemands sont assez forts. Les Allemands ont contribué à construire l'université la plus célèbre de Moscou il y a deux ou trois cents ans.

Les Allemands ont fait beaucoup de bonnes choses en Russie. Et bien sûr, on m'a traité de marionnette de Poutine très, très souvent. Je suis allé une fois en Russie, juste pour une chasse à Kirov, pendant quelques jours. Pas de discussions secrètes. On m'a présenté à Poutine une fois, en deux mille neuf, à l'Adlon de Berlin, lorsqu'il a prononcé ce discours sur le libre-échange. Enfin, il y avait trois cents autres personnes. Donc voilà le niveau de mes contacts avec les hauts responsables russes. C'est tout. Mais bien sûr, bien sûr, nous avons besoin de la Russie. Nous avons besoin de très bonnes relations. Et idéalement, il y aurait un axe entre la France, l'Allemagne, Moscou, la Russie, avec aussi la Pologne. Idéalement. Mais c'est évidemment une vision très lointaine.

Mackinder parlait déjà du rapprochement croissant du Heartland. Et puis, bien sûr, George Friedman l'a repris il y a onze ans, en Serbie : l'objectif de la politique étrangère américaine aurait été d'empêcher l'union de la puissance industrielle allemande et des matières premières russes. Donc, tout cela est consigné. Je viens de découvrir, et je vous l'ai montré, ce livre extraordinaire. Il est de Guido Preparata. Il porte sur la manière dont Hitler a été conjuré. Et ça commence vers mille huit cent quatre-vingt-dix. J'ai été stupéfait. C'est une formidable histoire diplomatique, mais aussi une analyse géostratégique. Preparata est italo-américain. Et il pensait faire les gros titres avec ce livre.

Mais, bien sûr, ce que ça a fait, c'est l'exclure du milieu universitaire. Et il est titulaire de deux doctorats, donc ses travaux sont valables. Et même moi, j'ai été consterné et surpris par jusqu'où les élites britanniques, et la diplomatie britannique, sont allées pour diviser la Russie. La Révolution

bolchevique, Lénine, et ainsi de suite. Je veux dire, il y avait une influence britannique très, très forte en arrière-plan. On présente cela comme les Allemands qui auraient fait passer Lénine dans un wagon plombé jusqu'en Russie pour attiser la révolution. Mais l'idée avait été conçue ailleurs. Il existe donc des éléments historiques fascinants à ce sujet. Alors je suis vraiment consterné parce que, bien sûr, les Allemands avaient des visées impériales au dix-neuvième siècle. Mais là, il s'agissait de rêves romantiques, chauvins et, bien sûr, immatures, de reconstruire le Saint-Empire germanique, d'unir les peuples germaniques dans un seul État et, peut-être, de dominer l'Est.

Mais les techniques qui consistent à détruire des nations, à créer des opérations sous faux drapeau, à utiliser des attentats terroristes, à influencer la diplomatie... enfin, ces techniques-là ont des centaines d'années. Et je suis consterné de voir à quel point elles étaient déjà en vigueur à la fin du XIXe siècle et au début du XXe, et elles n'ont jamais cessé depuis. Et il y a un autre livre que je n'ai pas ici, donc je ne peux pas vous le montrer. Nous avons parlé d'Oswald Spengler la dernière fois, mais il y avait un noble français, Amaury de Riencourt, qui a écrit **Les Césars à venir** en 1955. Ce livre parle de l'évolution du système politique américain vers le césarisme. Peut-être que Trump est le premier. Nous ne savons pas lequel, précisément. Mais enfin, il s'appuie clairement sur une politique de puissance pure et sur la force brute, sans même chercher à le dissimuler.

Et Riencourt a écrit à ce sujet. Et là, je reviens à ce que vous disiez sur le fait que l'ONU et les précurseurs de l'Union européenne étaient, au fond, une assistance technique des États-Unis pour installer un système américain, pour conseiller aux élites européennes de mettre en place, disons, des méthodes de production américaines, toutes sortes de choses. Et ce qui m'a surpris, ce n'est pas à quel point l'Allemagne se porte mal aujourd'hui, mais à quel point elle a bien tenu jusqu'aux années deux mille, même jusqu'à la crise financière. Donc, c'est seulement que la culture d'entreprise allemande, disons, qui est une culture d'entreprise unique... enfin, une culture d'entreprise d'Europe centrale. La Norvège en a repris certains éléments en matière de biens publics, ou parce qu'il y a aussi une certaine affinité dans la façon dont les Norvégiens et les Allemands voient les biens publics, les services publics et ce genre de choses.

Mais ce qui est surprenant, ce n'est pas qu'il ait été démantelé au cours des quinze dernières années. C'est qu'il ait si bien tenu jusque dans les années deux mille. C'est ça, la vraie surprise. Parce que ce démantèlement est en cours depuis la Seconde Guerre mondiale, à commencer par la tentative ratée de voler des brevets allemands après quarante-cinq. J'ai lu de nombreux témoignages directs, ou du moins quelques-uns. L'un venait d'un biologiste moléculaire envoyé là-bas pour voler des brevets à Bayer et BASF. Mais ça ne pouvait pas marcher, parce que la main-d'œuvre américaine n'était pas aussi qualifiée. Il fallait donc des systèmes beaucoup plus simples. Mais aujourd'hui, évidemment, une grande partie du logiciel est défailante. Après mille neuf cent quarante-cinq, le logiciel était intact ; c'était le matériel qui était cassé. Et maintenant, c'est un défi bien plus difficile, sur le plan intérieur, sociétal, mais aussi géopolitique.

#Glenn

Je suis heureux que vous mentionniez Mackinder, parce que Halford Mackinder a, je pense, en quelque sorte posé les fondations de la géopolitique. Pas seulement la théorie selon laquelle le monde est, dans une large mesure, divisé entre les puissances terrestres et les puissances maritimes. Mais, là encore, ses théories et ses idées, la manière dont elles ont été reprises dans les documents stratégiques et dans la pensée stratégique du Royaume-Uni et des États-Unis, c'est assez remarquable. Cela se retrouve directement dans les stratégies de sécurité nationale. Et, au fond, pour résumer, c'est assez simple. Comme je l'ai dit auparavant, si vous voulez dominer le monde, ou l'Eurasie, depuis la périphérie, assurez-vous simplement que les principales puissances eurasiatiques restent divisées.

Sur le continent européen, cela a toujours voulu dire avant tout la Russie et l'Allemagne. Mais là encore, ce n'est pas une idée originale : diviser pour régner. Mais il y a un général allemand que j'ai toujours trouvé fascinant. Pendant la Seconde Guerre mondiale, c'était le général Karl Haushofer. Il défendait essentiellement l'idée d'un bloc continental eurasiatique. Selon lui, l'Allemagne avait une alternative, parce qu'elle se trouve un peu coincée au milieu : soit elle se rapproche des puissances maritimes, au risque de ne devenir qu'un État de première ligne ; soit elle essaie de se positionner au sein du bloc continental eurasiatique. Il voyait donc dans cet ensemble l'Allemagne, la Russie, le Japon, et peut-être la Chine. En gros, l'idée était d'avoir ce vaste pont, ou ce vaste bloc, à travers l'Eurasie. Cette vision ne l'a pas emporté.

Et, vous savez, ce texte avait sans doute aussi beaucoup de défauts. Mais j'ai trouvé intéressant qu'il esquisse différentes voies, différentes idées pour l'Allemagne. Parce que, vous savez, souvent, quand on prend un peu de recul, on a une vision plus large. Aujourd'hui, on a souvent l'impression que l'Allemagne, et même toute l'Europe occidentale, n'ont qu'un seul modèle possible. Et je pense que c'est pour ça qu'il y a tant de désespoir aujourd'hui. Il n'y a aucune imagination politique pour envisager autre chose. Depuis la Seconde Guerre mondiale, tout ce qu'on a connu, c'est l'Occident politique. En substance, des Européens subordonnés à la direction des États-Unis. Une direction bienveillante, pourrait-on dire, après la Seconde Guerre mondiale, mais qui est devenue bien plus abusive au fil des décennies.

Et maintenant, c'est assez manifeste. Et l'idée que ce ne soit que Trump, je pense que c'est faux. Je pense que c'est un symptôme, pas la cause de tout ça. Mais vous, comment voyez-vous les choses ? Y a-t-il, en Allemagne, une volonté politique d'élargir un peu les perspectives ? Parce que maintenant que nous assistons à l'essor d'un monde multipolaire, personne ne dirait que les Allemands devraient s'allier à la Chine et à la Russie contre les États-Unis. Mais une simple diversification — ne pas nous rendre dépendants, ne pas faire de nous, en somme, un État de première ligne — mettre l'Allemagne d'abord. Cela devrait être le point de départ. Où se situe l'intérêt stratégique allemand ? Ce serait sûrement la diversification.

#Max Otte

Les Allemands ont été systématiquement éduqués à ne pas penser en termes d'intérêts stratégiques. J'écris à ce sujet dans ma thèse, en mille neuf cent quatre-vingt-seize. Les intérêts allemands signifiaient toujours l'OTAN et l'Union européenne. C'était toujours énoncé dans une seule et même phrase. Il n'y avait donc pas de discussion sur les intérêts allemands. Quand vous parlez des États-Unis... même Stephen Walt, de l'université de Chicago, parle de « l'hégémon prédateur » dans Foreign Affairs. C'est le titre de l'un de ses derniers articles. Les États-Unis sont donc clairement devenus prédateurs, ce qui, au stade où ils en sont dans leur cycle économique, est tout à fait prévisible. Mon argument pour l'Allemagne serait donc de développer une forme d'équidistance, ou au moins de prendre ses distances. Parce que, s'il y a une guerre en Europe, les États-Unis contribuent activement à créer les conditions qui y mènent.

Des bombes nucléaires exploseront en Europe, et peut-être près de Moscou, ou à Moscou, mais pas d'abord à Washington. Donc, je veux dire, c'est aussi simple que ça, si on y réfléchit. Il n'y a donc pas beaucoup d'appétit pour ça, pas beaucoup de discussions en Allemagne. Et je pense aussi que l'Union européenne doit continuer à se désintégrer. Il faut qu'il y ait une sorte d'accident avec les États-Unis, disons qu'ils trébuchent sur quelque chose. Cela pourrait être l'Irak, bien sûr, ou l'Iran, dans le détroit d'Ormuz. Et bien sûr, ils rassemblent leurs navires pour intervenir en Ukraine et faire monter la puissance. Et les stupides vassaux européens, comme Merz, Macron et Starmer — qui n'est plus là maintenant — ont essentiellement considéré comme un signe d'émancipation européenne le fait que nous reprenions la guerre des États-Unis pour affaiblir la Russie.

Mais je veux dire, c'est tellement stupide. Mais je ne vois pas ça dans la situation actuelle, donc il faudrait qu'il y ait une sorte d'accident. Sinon, l'emprise des États-Unis sur l'Europe est très forte, et sur l'Allemagne aussi. On le voit chez les partis d'opposition qui osent défendre les intérêts allemands. Et je suis très proche de la direction de l'AfD, et Tino Chrupalla, le coprésident, parle de façon très modérée des intérêts allemands, de ce qui est dans l'intérêt de l'Allemagne et de ce qui ne l'est pas. L'Autriche doit être rouverte, toutes ces choses-là. Nous devons avoir de bonnes relations avec la Russie. Bien sûr, on l'a traité de marionnette de Poutine.

Et bien sûr, même au sein de son parti, qui est aujourd'hui à trente pour cent, le premier parti, l'influence américaine est très forte en coulisses. Il y a des lobbyistes influencés par les États-Unis au sein du parti, au Bundestag. Et on l'a vu dans les, disons, changements de cap qu'a opérés Marine Le Pen ces deux dernières années. On le voit en Italie avec... on voit les choses absolument abominables et dégoûtantes qui se passent en Hongrie. Je veux dire, ce n'est pas que je soutenais tout ce que Viktor Orbán faisait, mais il était le meilleur espoir au sein de l'Union européenne. Et, disons, la société civile et l'Union européenne ont fait de leur mieux pour démanteler cela. Et maintenant, ils démantèlent la démocratie.

En gros... ils ont écarté le président, le président en exercice. Ils ont saisi les services de l'ancien parti au pouvoir, le Fidesz, ainsi que toute sa base d'adhérents. Donc, enfin, c'est une répression totalitaire de l'Union européenne contre le dernier bastion d'espoir, en quelque sorte. Rien de tout

cela n'est très réjouissant. J'essaie de donner des conseils sur la manière de rester calme et serein dans cette situation. Parce que, quand on regarde la situation, elle peut vous déprimer. Il faut donc trouver ses sources de joie et d'épanouissement ailleurs, mais pas, disons, en pensant à la situation géopolitique. Il faut être honnêtes avec nous-mêmes là-dessus.

#Glenn

Oui, j'aimerais être optimiste, mais je préfère être réaliste. Et la situation n'a pas l'air très bonne. Il faut, comme vous l'avez dit, d'énormes changements. Ce qui s'est passé, la répression de la démocratie en Roumanie — et on peut désormais y ajouter la Moldavie —, la Hongrie... C'est tout à fait écoeurant. Il n'y a pas de retour en arrière possible. C'est donc assez choquant. Et quand on se demande pourquoi, quel est l'objectif de ces mesures autoritaires, c'est simplement, je suppose, de pousser l'Europe dans une position qui n'est pas dans son intérêt. Il est tout de même assez remarquable que cela soit fait par nos propres dirigeants. Mais concernant l'Ukraine, parce que, là encore, on a vu émerger un peu de bon sens, ou certains arguments, ou des positions raisonnables.

Mais comme vous l'avez dit, ils ont été étouffés, de la Hongrie à la Roumanie. Mais comment interprétez-vous la politique américaine envers l'Ukraine ? Parce que, pour être honnête, au départ, je pensais que les États-Unis voulaient mettre fin à cette guerre. Car, dans un monde multipolaire, il était tout simplement dans leur intérêt de permettre aux Russes de se diversifier. Il est dans l'intérêt naturel de la Russie de ne pas se rendre excessivement dépendante de la Chine. Pas d'aller contre la Chine, mais aussi de s'ouvrir à l'Allemagne, aux États-Unis, afin d'essayer, au fond, d'avoir de bonnes relations avec toutes les grandes puissances, et de ne dépendre de personne.

Mais aujourd'hui, j'ai changé d'avis au vu des événements de l'année et demie écoulée. Il semble davantage que les États-Unis veulent sous-traiter cette guerre aux Européens et, au fond, faire des Européens des Ukrainiens eux aussi, c'est-à-dire les pousser à être prêts à se jeter contre la Russie. Enfin, ce n'est pas une mauvaise affaire pour les Américains. Les Russes s'affaiblissent, et les Européens deviennent plus dépendants des États-Unis. Est-ce qu'ils sèment délibérément davantage de conflits entre les Européens et les Russes, maintenant ?

#Max Otte

Bon, là, on entre dans les débats de politique intérieure et de politique publique aux États-Unis, qui sont évidemment un autre grand sujet. Je suis citoyen américain naturalisé. J'y ai vécu presque dix ans et j'ai voté trois fois pour Donald Trump parce que je pensais... oui, je savais que c'était un promoteur immobilier. C'était une star de la télé-réalité. Il avait un gros ego. C'est un homme de marketing. Ce n'est pas un homme de stratégie. Ce n'est pas un stratège, mais il est incroyablement résilient. C'est impressionnant. Cet homme a presque quatre-vingts ans. Et je veux dire, il a un peu changé au cours de l'année écoulée, disons. Mais malgré tout, la charge de travail qu'il assume est

tout simplement stupéfiante. Mais il a présenté un argument très convaincant : il mettrait fin aux guerres sans fin, et la guerre nucléaire est le plus grand risque auquel nous faisons face. Il l'a dit à plusieurs reprises. Waouh. Je ne sais pas. Il en était certain.

Disons qu'il n'était vraiment pas apprécié par l'establishment. Ils ne savaient pas comment le dompter. C'est pour ça qu'ils l'ont combattu avant la première élection, puis pendant son premier mandat. Ils ont monté le spectacle du 6 janvier. Et il est revenu. Et j'étais ravi. Je veux dire, cet homme est revenu. Il avait de grands projets. Il savait tout. Il pensait savoir désormais comment Washington fonctionnait. Il ne le savait pas au début. Mais ils l'ont fait changer de cap, ou bien il a changé de cap lui-même. Mais ce n'est toujours pas un stratège. Je veux dire, Donald Trump est toujours là, et il réagit toujours à l'instinct. Il annonce des choses. Il peut les modifier quelques heures plus tard, ou quelques semaines plus tard. Donc, on a toujours les vieilles élites néoconservatrices qui mènent la danse, comme Marco Rubio. La plupart sont maintenant aux premiers rangs du gouvernement, mais elles restent évidemment très influentes.

Je suppose que c'est un processus par lequel les États-Unis cherchent leur voie. Enfin, ils sont tous d'accord sur le fait que les États-Unis doivent dominer, qu'ils doivent exploiter même leurs alliés si nécessaire, et qu'il ne doit y avoir aucun rival. Le reste de la stratégie, lui, évolue. On le voit avec la guerre contre l'Iran. Vous avez des experts bien plus compétents que moi sur ce sujet, mais ça va dans un sens, puis dans l'autre. C'est en partie dû à la personnalité de Trump, et en partie au fait que les États-Unis cherchent leur propre voie. Donc, à l'heure actuelle, oui, il semble que les États-Unis aient, disons, choisi de poursuivre la guerre entre l'Ukraine et la Russie, d'en transférer la charge aux Européens, et d'infliger autant de dégâts que possible à la Russie avant que la Russie ne gagne. Espérons que cela ne dégénère pas jusqu'au niveau nucléaire. Voilà ce qui semble être la ligne actuelle, mais cela peut changer.

#Glenn

Ma dernière question s'appuie simplement sur ce que vous disiez tout à l'heure : il n'y a pas de réflexion stratégique en Allemagne. En substance, ils se sont mis d'accord sur l'idée que, pour prospérer et assurer leur sécurité, l'essentiel était de faire reposer l'Allemagne sur ces deux piliers : l'OTAN et l'Union européenne. Mais, à présent que les gens voient que l'OTAN ne repose pas sur des bases aussi solides qu'on le pensait autrefois — je veux dire, on peut désormais le dire ouvertement. Je l'ai évoqué il y a deux ans, et on m'a reproché d'être anti-OTAN parce que je suggérais qu'elle n'était pas stable. Mais maintenant, apparemment, on a le droit de parler de la fragilité de l'OTAN. Et on peut aussi soutenir que l'Union européenne n'est plus un bloc géoéconomique solide, capable d'apporter des bénéfices économiques clairs à ses membres.

Et de plus, on peut aussi supposer que, si les États-Unis se retirent un peu d'Europe dans leur rôle de pacificateur, on pourrait voir davantage de fragmentation en Europe. Je peux me tromper. Peut-être que les Européens trouveront de nouvelles raisons de rester unis. Cela reste à voir. Mais, au minimum, l'avenir de l'OTAN et de l'Union européenne ne paraît pas aussi stable qu'il y a seulement

quelques années. Comment cela affecte-t-il le débat politique allemand ? Car, aussi désireux que l'on soit de voir l'OTAN et l'Union européenne perdurer et rester puissantes, si l'on constate qu'elles s'effacent peu à peu, il faut sûrement, à un moment donné, avoir un plan B.

Quelle est l'idée ? Quelles sont les voies politiques possibles ? Parce qu'il me semble qu'il faudrait faire preuve d'une certaine imagination politique en ce moment, quand on voit cet immense basculement de l'ordre mondial et des pays qui veulent survivre. Vous savez, il ne s'agit pas d'être pour ceci ou contre cela. C'est simplement qu'il faut s'adapter aux réalités actuelles, et que la répartition du pouvoir est en train de changer. Et avec elle, bien sûr, les priorités et les intérêts évoluent. Alors, vous savez, comment l'Allemagne va-t-elle réagir à, disons-le ainsi, l'affaiblissement de ses deux jambes ?

#Max Otte

Eh bien, Glenn, vous parlez de débat politique, mais je dirais que son niveau est au plus bas depuis des siècles. Je veux dire, nous avons des marionnettes, des médias de propagande, de la censure sur les réseaux sociaux. Donc, tout se réduit à des émotions très brutes. On pourrait soutenir que le niveau du débat politique était très bas à l'époque nazie, parce que tout n'était que propagande, puis répression. Mais au moins, il y avait une résistance qui fonctionnait, avec un niveau de débat élevé. Quelques personnes réfléchissent à cela. Il y a, comme je l'ai dit, Tino Chrupalla, ainsi qu'Alice Weidel, qui avancent avec prudence l'idée de l'intérêt national allemand. Mais ils sont clairement dénoncés. Donc, il n'y a pas vraiment de débat politique. Et nous avons exposé l'évolution des conditions mondiales, qui rendrait cela plus nécessaire que jamais. Je peux seulement dire, et ce seront probablement mes remarques de conclusion, que les deux conditions préalables dont nous avons besoin pour avoir une chance en Europe...

Les deux conditions préalables sont les suivantes : à cause de leurs propres erreurs en Iran et aussi en Israël, les États-Unis, puis, par conséquent, l'OTAN et/ou l'Union européenne, se retrouvent dans des difficultés si profondes qu'ils commencent à se désintégrer. C'est la première condition préalable, et nous verrons si elle se réalise. La deuxième condition préalable, c'est que nous n'ayons pas une escalade vers une guerre totale. Ce sont les conditions nécessaires pour qu'un débat, tout débat sérieux, puisse seulement commencer. Et ce sont les conditions nécessaires pour que l'Europe ait la moindre chance de renaître. Les valeurs européennes sont différentes des valeurs américaines. Les valeurs continentales sont différentes des valeurs anglo-saxonnes. L'idée même de l'Occident me hérise. Je veux dire : il n'y a pas « l'Occident ». Il y a des pays qui sont plus proches les uns des autres, et des pays qui le sont moins. Et oui, il existe différents degrés de proximité. Voilà donc les deux conditions préalables. Je laisse l'auditeur juger de la probabilité qu'elles se réalisent, pour que quoi que ce soit de positif puisse commencer.

#Glenn

Eh bien, la manière dont vous avez décrit la mort du débat politique en Allemagne ressemble énormément à ce que nous voyons aussi en Scandinavie. Vous n'êtes donc pas le seul à traverser cette période préoccupante. Mais je voulais vous remercier encore une fois d'avoir pris le temps. Je sais que vous êtes très occupé. Alors, merci, et j'espère que vous pourrez revenir.

#Max Otte

Ce serait avec plaisir. Merci, Glenn.